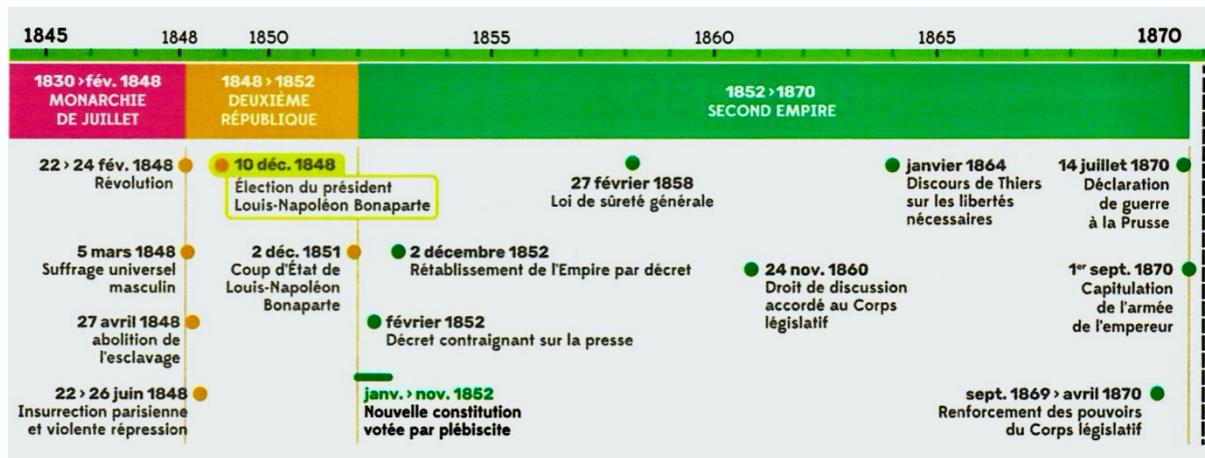


THÈME 2. CHAPITRE 1
LA DIFFICILE ENTRÉE DANS L'ÂGE DÉMOCRATIQUE :
LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE ET LE SECOND EMPIRE



Introduction

La révolution de 1848 sonne le glas de la Restauration monarchique en France. Le pays est désormais à la recherche d'un régime politique qui garantisse à la fois la liberté de chacun et la stabilité de tous : ce sera d'abord la République puis ensuite l'Empire, deux expériences déjà tentées entre 1789 et 1815 mais modifiées pour s'adapter à la modernité d'une nation en pleine évolution. La Deuxième République est la plus courte et peut-être la moins connue des cinq Républiques françaises, pourtant elle ne manquait ni d'ambition dans ses idées et dans ses réalisations, elle apporta des droits nouveaux aux citoyens, un vent de liberté, des progrès dans le domaine social. Après l'effervescence révolutionnaire et la réaction qui suit, le Second Empire représente une expérience de la démocratie autoritaire, fortifiée un temps par les succès de l'économie et de la politique extérieure. Le régime se libéralise, avant de s'effondrer brutalement dans une défaite militaire imprévue.

Comment la France entre-t-elle dans la modernité politique ?

I. La Deuxième République : une tentative ambitieuse mais éphémère

A. L'illusion lyrique

Points de passage et d'ouverture n°1 : Alphonse de Lamartine en 1848

- Les émeutes parisiennes des 23 et 24 février 1848 provoquent l'abdication du roi des Français, **Louis Philippe** ; la pression populaire constraint les députés à proclamer la République. Le jour même, un **gouvernement provisoire** est formé à l'Hôtel de Ville, rallié en hâte par les **députés républicains**, comme l'illustre poète **Lamartine**, pourtant de tradition légitimiste, qui est nommé ministre des Affaires étrangères et devient l'un des acteurs clés du gouvernement provisoire, mais aussi Ledru-Rollin, Dupont de l'Eure ou encore Arago... À ce groupe de parlementaires, les insurgés de l'Hôtel de Ville adjointent deux autres figures plus proches du **socialisme** réclamant des conquêtes sociales : le **mécanicien Albert**, militant des sociétés secrètes et seul ouvrier du gouvernement et le **socialiste Louis Blanc**, théoricien de l'organisation du travail. Enfin les directeurs des grands journaux républicains, **Armand Marrast** du *National* et **Ferdinand Flocon** de *La Réforme* complètent le gouvernement. Très proche des milieux républicains et socialistes, l'écrivain **George Sand** apporte un soutien sans faille au Gouvernement provisoire par ses articles et ses prises de paroles. Fervente défenseur du nouveau régime.

- En pleine crise économique, financière, industrielle, ce gouvernement sans bases légales, ni homogénéité, ni autorité bénéficie cependant du ralliement des fonctionnaires, de l'armée, du clergé et de l'attentisme des puissances étrangères. C'est l'**« illusion lyrique »**, épisode d'enthousiasme collectif où se rejoignent républicains du lendemain comme de la veille. En effet, **la surprise de la révolution explique largement le ralliement à la République, faute de solution de substitution.**
- Les orléanistes de gauche** espèrent récupérer le mouvement comme en 1830. **Les légitimistes** se réjouissent de la chute des Orléans, **les catholiques**, dans leur ensemble, de la fin d'un régime anticlérical. **Les utopismes sociaux**, comme l'atmosphère romantique, impriment aux premières réalisations un caractère pacifique, imposent un idéal de fraternité patriotique et espèrent une **république « universelle, sociale et égalitaire »**. **Les scènes de fraternisation sociale se multiplient : une euphorie collective accompagne cette succession de décisions politiques** : On voit ainsi le clergé bénir les arbres de la liberté sur la place du village reflétant ainsi ce moment d'unanimité.
- Cependant en province, ce caractère est moins marqué.** Les grandes villes industrielles (Lyon, Lille, Limoges, Rouen ...) voient des manifestations très violentes contre le patronat, le clergé, les machines ou les voies ferrées; et, dans les campagnes, éclatent troubles forestiers et épisodes locaux de jacquerie.

Zoom : Quel drapeau national choisir en 1848 ?

Lamartine doit faire face à ses premières difficultés. Le 25 février, le peuple rassemblé sur la place de l'Hôtel de Ville fait pression sur le gouvernement provisoire, agitant une multitude de drapeaux rouges. À travers ces morceaux d'étoffe symboliques, ce sont la république sociale et un monde débarrassé de la misère et de l'injustice que réclament les manifestants. Pour les membres les plus modérés du nouveau pouvoir pas question de céder à la menace, d'entraîner le pays sur la voie dangereuse du socialisme. **Tout le monde attend la position de Lamartine.** Le poète monte alors sur une chaise et prononce un long discours duquel on retiendra cet extrait somptueux et décisif : « *Je repousserai jusqu'à la mort ce drapeau de sang et vous devez le répudier plus que moi, car le drapeau rouge que vous me rapportez n'a jamais fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans le sang du peuple, en 91 et 93, et le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie.* » Quelques excités continuent à menacer l'orateur, mais le peuple, vaincu, range ses étendards rouges comme une armée rend les armes.

- Le gouvernement provisoire prend plusieurs mesures capitales : il appelle à l'élection d'une Constituante au suffrage universel**, il proclame la liberté de presse et de réunion, il abolit la peine de mort pour tous les opposants politiques (mais maintenue pour les criminels de droit commun), l'esclavage dans les colonies (grâce à l'action de Victor Schœlcher), la prison pour dettes, les châtiments corporels. **C'est aussi l'amorce d'une démocratie sociale** ; sous la pression des clubs et des courants socialistes en pleine effervescence, le gouvernement proclame aussi le droit au travail, réduit la journée à 10 heures à Paris, onze en province et crée les **Ateliers nationaux** chargés de procurer du travail aux ouvriers chômeurs que la crise avait multipliés à Paris. Ils furent accusés d'attirer des chômeurs de province et de vider les caisses de l'État.

Réformes politiques	Réformes en faveur des libertés individuelles et publiques	Réformes portant sur le travail
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Points de passage et d'ouverture n°2 : George Sand, femme de lettres engagée en politique.

B. La République trahit les ouvriers.

- **Les premières élections au suffrage universel ont lieu le jour de Pâques, 23 avril 1848.** Si le climat se détériore déjà à Paris sous l'effet des difficultés économiques et financières, **l'esprit de 1848 triomphe encore en province. Le taux de participation est remarquable** : le corps électoral, dont les femmes sont pourtant exclues, est brusquement porté de 240 000, à la fin de la monarchie de Juillet, à 9 400 000 électeurs. 7 835 000 d'entre eux votent, soit 84 %. La victoire éclatante des républicains modérés permet à l'Assemblée d'élire une Commission exécutive provisoire de cinq membres, dont font partie Lamartine et le radical Ledru-Rollin.
 - **Mais les tensions ne tardent pas à s'accroître.** Les faillites nombreuses et surtout l'impôt impopulaire de « 45 centimes par franc » accompagnent une situation financière désastreuse. Lors de la « **journée du 15 mai** », l'Assemblée nationale est envahie par des manifestants socialistes dont certains veulent former un nouveau gouvernement : la Garde nationale disperse la foule et arrête les principaux chefs socialistes tels Barbès et Blanqui.
 - **Les Ateliers nationaux, considérés comme un foyer d'agitation, sont dissous le 22 juin** : le droit au travail pour tous n'est plus garanti. **Cette mesure provoque une véritable guerre civile**, courte (du 23 au 26 juin) mais sanglante. S'affrontent l'est de Paris, révolutionnaire et ouvrier, et l'ouest bourgeois. Les troupes commandées par le ministre de la Guerre, le général Cavaignac, endurci aux guerres d'Afrique, et la garde nationale des beaux quartiers répriment sans pitié les barricades : plus de 3 000 insurgés sont tués, 11 000 sont emprisonnés et 4 348 d'entre eux sont déportés en Algérie. Révolution spontanée, provoquée par une terrible misère, les journées de Juin sont décisives pour l'avenir de la II^e République : identifiées aux horreurs de la Terreur jacobine par les bourgeois parisiens et par la province, elles conduisent la République à une évolution réactionnaire, qui rejette le mouvement ouvrier dans l'opposition et durcit les luttes de classes. **Le rêve d'une République démocratique et sociale disparaît : la rupture entre les ouvriers et la Deuxième République est définitivement consommée.**
 - **La nouvelle Constitution est votée le 4 novembre 1848.**
- ⇒ **Elle assure le pouvoir exécutif** par l'élection du **président de la République**, pour quatre ans, au suffrage universel - comme aux États-Unis. Pour éviter un pouvoir personnel trop fort, le président n'est cependant pas rééligible avant un délai de quatre ans.
- ⇒ **Le pouvoir législatif** appartient à une Assemblée législative unique élue pour trois ans au suffrage universel direct. Rien n'est prévu en cas de conflit entre le président et l'Assemblée.

C. La République plébiscitaire

Points de passage et d'ouverture n°3 : Louis-Napoléon Bonaparte, premier président de la République

- **L'élection présidentielle a lieu le 10 décembre 1848** : L'échec des candidats républicains, Cavaignac (19,6%), Ledru-Rollin (5%), Lamartine (0,45%) humilié, est un choc. Si les républicains obtiennent leurs meilleurs scores dans les villes, le vote bonapartiste est aussi urbain et ouvrier mais c'est bien le caractère massif du vote des campagnes qui permet le triomphe (K. Marx a qualifié un peu excessivement le 10 décembre de « **février des paysans français** »). Loin devant Cavaignac, candidat des républicains modérés, est élu **Louis Napoléon Bonaparte**, fils de Louis et donc neveu de Napoléon I^e. Son programme est simple : « **la démocratie est un plébiscite et doit s'incarner dans un chef** ». Nul doute que la célébrité du nom, les souvenirs d'ordre et de grandeur qui y sont associés, et qu'a ravivés la monarchie de Juillet, ne soient pour beaucoup dans le succès du prince. Son passé turbulent et sa personnalité complexe apparaissent pourtant des plus ambigus. Est-il fataliste, lui qui croit à son étoile ? Socialiste, puisqu'il a écrit *l'Extinction du paupérisme* ? Ou bien révolutionnaire (il s'affilie au carbonarisme italien puis participe à l'insurrection contre les États du pape) ? Peu avant Février, il a connu la prison, il a longtemps séjourné en exil. Après son élection, il prête serment à la République, constitue un gouvernement essentiellement conservateur, et semble ainsi l'homme du **Parti de l'ordre**, formé par des modérés et des monarchistes, comme **Thiers**.
- **Le Parti de l'ordre triomphe aux élections législatives du 13 mai 1849**, alors que les républicains modérés subissent une cuisante défaite. La Chambre est majoritairement conservatrice et surtout antisocialiste. Mais la nouvelle Assemblée comprend aussi une minorité de démocrates-socialistes,

les « **montagnards** ». La polarisation de la vie politique s'accentue après l'émeute du 13 juin et les lois de répression qui s'ensuivent, annulant la liberté de réunion, restreignant la liberté de presse et donnant au gouvernement la possibilité d'instaurer l'état de siège. Le 15 mars 1850, la loi Falloux étend la liberté de l'enseignement à l'enseignement secondaire, et accroît l'influence de l'Église dans le domaine scolaire.

ZOOM : Les forces politiques sous la Deuxième République.

Aux élections législatives du 13 mai 1849, précédées d'une intense campagne électorale, s'opposent pour la première fois trois mouvances bien définies :

- Le « **Parti de l'Ordre** », qui réunit tous les conservateurs (royalistes légitimistes et royalistes orléanistes (Adolphe Thiers), bonapartistes...) autour d'un slogan : Ordre, Propriété Religion.
- la **gauche républicaine** qui a emprunté aux révolutionnaires d'autan le nom de « **Montagne** », de quoi effrayer pour de bon les modérés.
- les **républicains modérés** (les « hommes de 48 », tel Lamartine).

- A l'**horizon de 1851**, le **Parti de l'ordre voit poindre l'échéance des nouvelles élections législatives**. Pour contrecarrer l'essor des montagnards, la loi du 31 mai 1850 restreint nettement le suffrage et ramène le chiffre des électeurs de 9 millions à moins de 7 millions (pour être électeur, il faut être domicilié depuis trois ans dans le canton, ce qui frappe surtout la main-d'œuvre mobile). Les monarchistes espèrent alors une restauration, mais la division entre légitimistes, fidèles au comte de Chambord, et orléanistes la conduit à l'échec. Au même moment, le « Prince Président » gagne l'opinion par ses voyages en province et consolide son autorité.
- Ne pouvant obtenir, aux termes de la Constitution, un deuxième mandat, il organise un coup d'État le 2 décembre 1851, date anniversaire d'Austerlitz et du couronnement de Napoléon I^e. Le coup d'État rencontre peu de résistance à Paris, encore sous le choc de Juin 1848, mais il se heurte à d'importants soulèvements dans la province des montagnards, au sud-est d'une ligne La Rochelle-Metz. Une répression sévère s'abat sur les républicains, arrêtés, déportés ou exilés.
- Le plébiscite du 21 décembre, qui a lieu après le rétablissement du suffrage universel par Louis Napoléon, confirme à une écrasante majorité le coup d'État et permet au président de la République de rester au pouvoir durant dix ans.

II. Le Second Empire : un régime autoritaire attaché à restaurer la grandeur nationale de la France

ZOOM – Napoléon III

Pour éviter l'alternance révolution-réaction, Napoléon III veut un régime qui soit démocratique sans être républicain, à la fois autoritaire et populaire, conservateur et progressiste. La souveraineté populaire est à la base des certitudes de l'empereur : le suffrage universel, auquel il fait pleinement confiance, alors que conservateurs et libéraux le redoutent, est pour lui la source de la légitimité. Mais il est très peu libéral en matière politique, et tout à fait hostile au parlementarisme : il a « la haine et le mépris des assemblées »; il faut un gouvernement fort, où seul le chef ait le pouvoir. Son but est d'affranchir la vie politique de la discussion, de la critique, du « gouvernement des parleurs », pour y substituer un régime d'efficacité et de réalisations pratiques, tourné vers le développement économique, la croissance, l'amélioration du sort des masses laborieuses, « l'**extinction du paupérisme** ». Il s'agit d'être conscient des changements du monde et de s'y adapter dans le sens du progrès. Il veut empêcher la révolution en satisfaisant le peuple, dont les besoins sont légitimes. À la différence du parti de l'Ordre, il s'intéresse en effet au peuple, se préoccupe de ses conditions de vie, par calcul, mais surtout par générosité et conviction. Libre-échange, saint-simonien, il a le goût et l'intelligence des faits économiques, et croit à la fois au libéralisme économique et à l'intervention de l'État, qui doit stimuler l'activité et financer de grands travaux. Le progrès économique conditionne certes le progrès social, mais il faut une législation ouvrière : on ne peut s'accommoder du laissez-faire. Enfin le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes fondent sa politique extérieure. La libération des opprimés va donc de pair avec la gloire retrouvée de la Grande Nation, qui doit abolir les traités de 1815. Quant à la méthode, l'empereur peut temporiser face à une trop grande opposition ou incompréhension, mais ne renonce jamais, et revient brusquement, quand il juge le moment favorable, à des projets qu'on croyait abandonnés.

A. L'Empire autoritaire :1852-1860

1. L'Empire triomphant.

- **L'évolution vers l'Empire est rapide.** Une courte Constitution, de type consulaire, en janvier 1852, reconnaît les grands principes de 1789 et institue un **régime présidentiel autoritaire** : nommé pour dix ans, **le président de la République** jouit de la totalité du pouvoir exécutif et n'est responsable que devant le peuple par voie de plébiscite. Il a seul l'initiative des projets de loi, face à un pouvoir législatif affaibli.
- **Louis Napoléon n'a plus qu'à annoncer le rétablissement de l'Empire en novembre 1852. Il est approuvé par un plébiscite triomphal.** Par le mariage de Napoléon III avec Eugénie de Montijo et la naissance du prince impérial en 1856, l'Empire paraît fondé solidement. Les premières années sont comblées de succès dans les domaines militaire et diplomatique aussi bien qu'à l'intérieur.
- **L'empereur règne sans contestation sur une administration bien en main**, dont les fonctionnaires prêtent serment. La presse est muselée par un droit de timbre élevé et surtout par le régime habile des avertissements : au bout de trois avertissements, le journal incriminé est supprimé. **La presse doit donc pratiquer l'autocensure. D'une façon générale, toutes les grandes libertés sont suspendues.**
- **Régime autoritaire, l'Empire repose certes sur le principe démocratique du suffrage universel**, mais celui-ci est orienté par l'administration, qui suscite le « **candidat officiel** », seul à avoir droit à l'affiche blanche réservée aux proclamations officielles.
- **L'opposition est réduite à la fronde des salons orléanistes, à l'abstention des légitimistes ou à la clandestinité pour les républicains**, dont **Victor Hugo** qui passe l'essentiel de ses années d'exil dans les îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey. Publié en 1852, son pamphlet Napoléon le Petit s'attaque frontalement à l'image de Napoléon III et contribue à forger **la « légende noire » du Second Empire**.
- **C'est peu face aux amples appuis dont bénéficie l'Empire : les milieux d'affaires** sont satisfaits de l'essor économique et de l'ordre retrouvé, **les catholiques** soutiennent massivement le « nouveau Constantin », **l'armée** apprécie la gloire que lui confère **la guerre de Crimée** contre la Russie avec notamment la victoire de Sébastopol en 1855. **Le régime n'a en face de lui aucune force politique sérieuse.**
- **Une propagande permanente et hégémonique vante le souverain et le régime**, attaquant le jeu stérile des partis, mettant en valeur la gloire, l'ordre, la prospérité, les réalisations sociales de l'Empereur.
- **Nourri d'idées saint-simonniennes, l'empereur s'intéresse personnellement à l'économie, alors dans une période de remarquable développement.**
 - Des conditions nouvelles, notamment **l'essor du crédit et la mobilisation des capitaux**, modifient de façon décisive le paysage économique en France : c'est sous le Second Empire que sont fondés, entre autres, le Crédit lyonnais et la Société générale.
 - **Le chemin de fer connaît dans les mêmes années sa croissance la plus rapide.** Le développement des transports permet la création progressive d'un marché national et le début d'une spécialisation pour les régions agricoles les plus en pointe.
 - Dans le même temps apparaissent de **nouvelles formes de vente au détail**, avec l'ouverture par Aristide Boucicaut du **premier grand magasin : le Bon Marché**.
 - Le régime soutient cet essor économique en menant **une politique de grands travaux en province**, ainsi le drainage et l'assainissement de la Sologne, la création de la forêt des Landes, mais aussi à Paris où Haussmann, préfet de la Seine de 1853 à 1866, modèle une capitale nouvelle, percée de larges artères. La prospérité de l'Empire est donc indéniable et l'impulsion de l'État bonapartiste l'a favorisée.

2. Le tournant.

- Alors même que l'Empire paraît au sommet de sa puissance, avec le vote en 1858 de la **loi de sûreté générale**, après l'attentat du nationaliste italien Orsini contre l'empereur, s'amorce un tournant de la politique impériale. **Les appuis de l'Empire sont ébranlés par l'apparition de données nouvelles.**
- Adhérant sentimentalement à la cause de l'**unité italienne**, il engage la France dans la guerre à côté du Piémont contre l'Autriche, pour faire « l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique ». Si les victoires de Magenta et de Solferino (juin 1859) peuvent satisfaire le sentiment national et l'appétit de gloire, la

guerre mécontente fortement les milieux d'affaires, attachés à la stabilité, et les catholiques, anxieux de l'avenir du pouvoir temporel du pape.

ZOOM - La question romaine: est celle de l'avenir des États du pape dans une Italie unifiée; l'empereur souhaiterait que le pape abandonne de lui-même son pouvoir temporel; le clergé et une partie des catholiques y sont hostiles. Ils contraignent Napoléon III, acteur de l'unification, à défendre la ville papale en 1864 et en 1867 contre Garibaldi. Devant l'intransigeance du pape, l'insoluble question romaine empoisonne les relations avec l'Italie et avec les catholiques français.

- Gagné d'autre part depuis longtemps aux idées libre-échangistes, Napoléon III annonce, en janvier 1860, la signature d'un traité avec l'Angleterre, qui supprime ou limite les droits de douane. **Cela le coupe des très puissants milieux protectionnistes.** Les soutiens conservateurs du régime s'éloignent donc de l'empereur, et commencent à souhaiter des limites au pouvoir personnel, afin d'éviter des « coups », intempestifs à leurs yeux. **Les libéraux ont ainsi l'occasion de reconstituer une opposition politiquement significative, autour de thèmes libéraux et parlementaires.**
- **Après la perte de ces appuis, l'Empire est contraint de chercher de nouveaux soutiens.** Il se tourne vers la **petite bourgeoisie et les ouvriers.** Que cette nouvelle politique ait été dictée à l'empereur par les circonstances ou qu'elle ait été personnellement voulue par Napoléon III fidèle à ses vieux combats pour la liberté, il n'en reste pas moins que 1860, triomphe apparent de l'Empire autoritaire, est au départ d'une évolution libérale progressive qui s'étend sur plusieurs années.

B. Vers l'Empire libéral.

- **Les premières mesures de libéralisation sont prises en 1859-1860**, dans l'espoir de répondre aux critiques, et de les empêcher de grandir. **L'empereur amnistie tous les condamnés politiques.**
- **Le réveil de l'opposition débute avec le rétablissement du droit d'adresse en 1860.** En 1863, 32 opposants sont élus, dont 17 républicains. Dès la rentrée parlementaire, dans son discours célèbre du 11 janvier 1864, **Adolphe Thiers**, chef de l'opposition libérale, réclame les « **cinq libertés nécessaires** » : liberté individuelle, liberté de la presse, liberté électorale, liberté de la représentation nationale et liberté pour le Corps législatif de diriger les affaires.
- **Mais c'est dans le domaine social que les idées de Napoléon III se font le plus directement sentir.** L'envoi de délégués ouvriers en Angleterre à la conférence des *Trade Unions* et le manifeste des Soixante, en 1864, qui revendique des candidatures ouvrières aux élections, font espérer que les ouvriers se rallient à l'Empire et se détachent des républicains. **Le gouvernement prend des mesures audacieuses en permettant la formation d'associations ouvrières et en accordant le droit de grève par la loi de 1864.**
- Les tentatives d'ouverture menées par le pouvoir se heurtent cependant à la montée des oppositions politiques et au glissement de l'Association internationale des travailleurs vers un socialisme inspiré en partie par le marxisme.
- **Quant à la situation internationale, elle devient vraiment inquiétante ;** les échecs de la politique extérieure, affaiblissent l'Empire :
 - **L'expédition du Mexique**, née du rêve américain de l'empereur, (1861-1867) se termine par un désastre (retrait des troupes françaises après une guerre coûteuse et pleine d'insuccès, exécution de l'empereur Maximilien qui était soutenu par la France).
 - **Et la politique bismarckienne** fait naître une nouvelle grande puissance, sans que Napoléon III parvienne ni à s'y opposer, pour maintenir la primauté de la France en Europe, ni à se la concilier en acceptant franchement l'unité allemande. Tout cela révèle le déclin de la puissance du pays et les inconvénients du pouvoir personnel : les idées spécifiques et les insuffisances d'un homme montrent alors leurs néfastes conséquences. L'opinion s'inquiète aussi bien de la nouvelle configuration internationale que des « surprises » que l'empereur pourra lui réservier.
- **L'empereur est alors contraint à poursuivre l'évolution libérale.** Il annonce de nouvelles mesures en 1867. **Le droit d'interpellation est rétabli** (1867), **le régime de la presse est assoupli** en mai 1868 et **les réunions publiques peuvent se tenir.** Ces réformes permettent à une nouvelle génération de républicains de s'exprimer dans les journaux et de formuler de façon vibrante ses revendications. Différents des « **quarante-huitards** », ces jeunes républicains, qui ont eu vingt ans sous l'Empire, se veulent plus efficaces et plus positifs. Leur leader est le jeune avocat Léon Gambetta.

C. « L'Empire parlementaire » et la chute du régime

- **Sous la pression de ses opposants, et afin de calmer l'opinion publique parisienne, Napoléon III libéralise le Second Empire et le fait évoluer vers un régime parlementaire** (sénatus-consultes du 8 septembre 1869 et du 20 avril 1870). Il confie le gouvernement à l'ex-républicain Émile Ollivier le 2 janvier 1870 et fait ratifier l'ensemble de ces mesures libérales par le plébiscite du 8 mai 1870 : **le césarisme plébiscitaire de Napoléon III l'emporte**. La population maintient pour sa plus grande part son adhésion à l'Empire. Au grand désespoir des républicains, l'Empire paraît fondé à nouveau.
- **Mais la France déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870** ; cédant à une provocation de Bismarck, les partisans de l'Empire autoritaire espèrent, grâce à une victoire, reprendre de l'influence. L'échec de la réforme militaire proposée en 1867 n'a pas permis de renouveler une armée mal préparée et mal commandée. Les défaites françaises se succèdent en Alsace puis en Lorraine. Le 1^{er} septembre, l'empereur, encerclé à Sedan avec 100 000 hommes, est fait prisonnier. Le 4 septembre, la République est proclamée à Paris, sans que l'Empire trouve de défenseurs. Il finit victime de son ambiguïté fondamentale et de la responsabilité directe qu'assumait l'empereur devant le pays.

ZOOM Guerre de 1870 : elle éclate à propos du choix d'un souverain espagnol, la reine Isabelle ayant été détrônée. La couronne est offerte à un Hohenzollern. La réponse à une démarche diplomatique française auprès du roi de Prusse est déformée par Bismarck de façon offensante (dépêche d'Ems) pour provoquer une déclaration de guerre (19 juillet). Les États allemands soutiennent la Prusse.

Attaqués en Alsace, les Français y sont défait, puis repoussés en Lorraine, ils se laissent enfermer à Metz et Sedan, où Napoléon III est fait prisonnier le 2 septembre. La lutte se poursuit après la chute de l'Empire. Paris est investi le 19 septembre. Un armistice est conclu le 28 janvier 1871. Par le traité de Francfort du 10 mai, la France doit céder l'Alsace et la Lorraine germanophone et subir l'occupation de ses départements de l'Est jusqu'au paiement d'une indemnité de 5 milliards.

- **Napoléon III a échoué à refonder durablement l'Empire**, mais est parvenu à s'installer au plus haut sommet du pouvoir dans le sillage de la II^e République. Il a su incarner pendant quelques années les aspirations du peuple français à la restauration de la grandeur nationale et à l'installation d'un pouvoir fort et stable. L'indifférence qui entoure encore sa sépulture, toujours localisée dans la banlieue de Londres depuis 150 ans, en dépit de quelques rares voix demandant son retour en France, n'illustre-t-elle pas l'absence de soutien populaire massif autour de son règne et l'échec du projet bonapartiste ? Méprisé par l'historiographie traditionnelle, Napoléon III a connu un début de réhabilitation avec l'ouvrage quelque peu hagiographique de Philippe Séguin, fervent gaulliste engagé en politique (et agrégé d'histoire) : **Louis Napoléon le Grand**.

Conclusion

Les deux décennies qui séparent la révolution de 1848 de la guerre franco-prussienne de 1870 voient une série de changements politiques : chute de la monarchie de Juillet, proclamation de la Deuxième République, chute de la Deuxième République, proclamation du Second Empire, chute de l'Empire, proclamation de la Troisième République. Les Français ne parviennent pas à construire un régime politique stable qui satisfasse la majorité d'entre eux : le processus révolutionnaire engagé en 1789 reste inachevé. La tâche de le terminer une fois pour toutes repose désormais sur les épaules de la Troisième République.

GLOSSAIRE

- ❑ **Ateliers nationaux** : organisation destinée à fournir du travail aux chômeurs. L'État organise, fournit et paie le travail dans de grands chantiers.
- ❑ **Candidature officielle** : pratique politique consistant pour le gouvernement, dans le cadre d'élections libres, à favoriser la campagne électorale de certains candidats jugés fidèles à la politique gouvernementale. Pratiquée dès l'époque du suffrage censitaire. L'administration se mobilisait en faveur du candidat gouvernemental, et ses pressions étaient d'autant plus efficaces que le corps électoral était restreint. On pensa que le suffrage universel rendrait ces pratiques caduques. Au contraire, elles furent officialisées. Le gouvernement fit connaître son choix par des affiches blanches ; souvent le bulletin de vote fut remis avec la carte d'électeur, tandis que l'opposition était intimidée.
- ❑ **Césarisme démocratique** : régime qui prétend établir un lien direct entre l'empereur et le peuple, en référence au modèle romain de Jules César.
- ❑ **Dépêche d'Ems** : lettre de Guillaume I^e à Bismarck rendue publique par celui-ci pour créer une tension diplomatique et pousser la France à déclarer la guerre.
- ❑ **Orléanisme** : courant politique royaliste partisan de la dynastie des Orléans et du maintien des droits et libertés accordés sous la Révolution.
- ❑ **Parti de l'Ordre** : parti réunissant les royalistes (légitimistes et orléanistes), rejoints par certains républicains modérés par peur des « rouges ».
- ❑ **Plébiscite** : vote par lequel les citoyens se prononcent pour ou contre un texte, et qui leur permet de renouveler ou non leur confiance au pouvoir en place. Il s'agit d'une forme de démocratie directe.
- ❑ **Pouvoir temporel** : pouvoir politique exercé par le pape en tant que souverain sur les États pontificaux d'Italie centrale.
- ❑ **Régime autoritaire** : régime politique caractérisé par le refus de tolérer une opposition politique.
- ❑ **Régime parlementaire** : régime dans lequel le pouvoir législatif (parlement) contrôle très étroitement le pouvoir exécutif (président et gouvernement).
- ❑ **Saint-simonisme** : mouvement de pensée qui préconise l'avènement d'une société industrielle en favorisant le développement de la production, de la circulation des hommes ou des marchandises et en confiant une place politique importante aux forces productives du pays.
- ❑ **Sénatus-consulte** : loi émanant du Sénat.
- ❑ **Socialisme** : ensemble des doctrines critiquant les inégalités sociales nées des transformations industrielles.
- ❑ **Suffrage universel masculin** : vote accessible à tous les hommes sans condition de fortune ou autres restrictions. En 1848, il concerne tous les hommes à partir de 21 ans.